

le pouvoir aux travailleurs

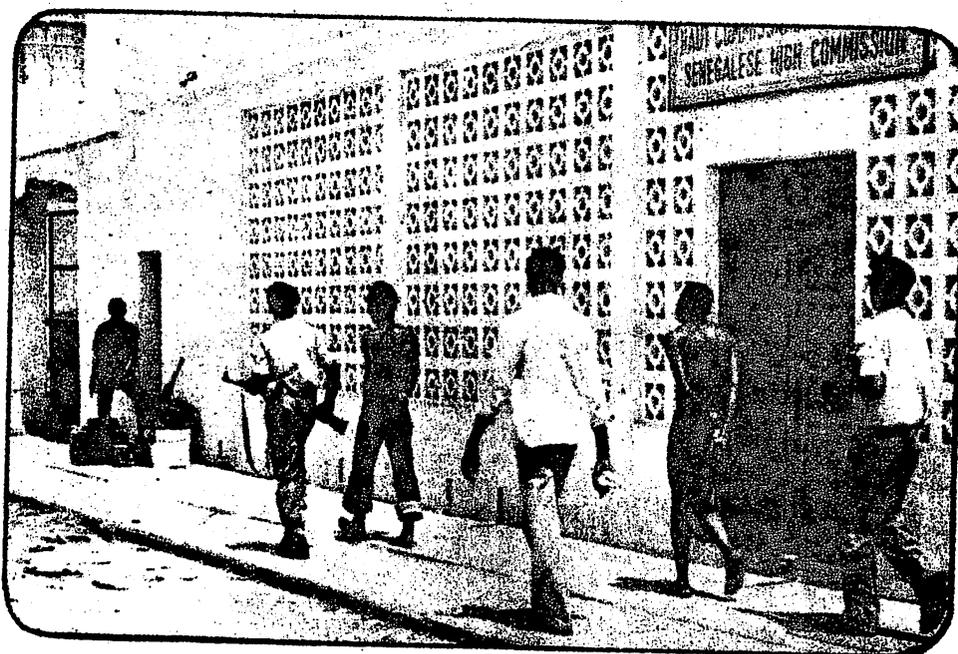
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 99 - 21 septembre 1981 PRIX : 1 F

troupes sénégalaises

HORS DE LA GAMBIE



voir le sommaire au verso

sommaire

Page 2 : éditorial →

Page 3/4

LA SENEGAMBIE ne pourra se faire que contre les intérêts des bourgeois gambiens

Page 5

LA POLYGAMIE : une institution qui consacre l'oppression de la femme

Page 6

COTE D'IVOIRE : la "conjoncture" pour les pauvres et l'opulence pour la minorité privilégiée

Page 7

LA SANTE AU MALI : il faut être riche pour se faire soigner

Page 8

TCHAD : les soldats se révoltent contre leurs chefs

Page 9

CENTRAFRIQUE : un valet militaire remplace un valet civil

Page 10

IMMIGRATION : situation régularisée mais pas pour la majorité des clandestins

Page 11

IRAN : une répression féroce.

abonnements

FRANCE : 1 an

-pli ouvert : 12 F

-pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

-écrire au journal

ADRESSE :

Combat Ouvrier BP145
75 023 Paris Cedex

en spécifiant : "pour le PAT".

Prière de régler les abonnements en timbres postaux.

éditorial

TROUPES SENEGALAISES HORS DE LA GAMBIE

Plusieurs centaines de soldats sénégalais continuent d'occuper la Gambie. Il faut croire que deux mois après l'écrasement de l'insurrection qui voulait renverser Daouda Diawara, ce dernier ne se sent toujours pas assez sûr de son pouvoir pour se passer de la présence de l'armée sénégalaise.

Pourtant cette armée d'occupation s'est livrée, au moment de son intervention, à un véritable massacre : 500 gambiens ont été assassinés pour que Daouda Diawara puisse rester au pouvoir. La répression continue : il y a officiellement 800 emprisonnés.

Les insurgés dirigés par Kukoï Samba Sanyang qui, le 30 juillet, avait déclaré Diawara déchu, affirmaient "lutter contre la corruption et le népotisme".

On ne sait guère plus de leur programme. Les troupes sénégalaises ne leur avaient pas laissé le temps de le faire connaître, et encore moins de l'appliquer. Le fait que leur action ait été soutenue par une grande partie des Field Forces (ce sont des gendarmes, seules forces armées de Gambie) et ait rallié même quelques ministres n'est sans doute pas un certificat de garantie quant à l'avenir qu'ils envisageaient pour le peuple de la Gambie.

Mais lorsque les dirigeants sénégalais osent prétendre que c'est pour défendre la démocratie qu'ils ont envoyé leurs troupes, ce sont de cyniques salauds. Car c'est à coup de mortiers que ces troupes ont dû prendre les quartiers populaires où les insurgés se sont réfugiés.

La population de Banjul ne savait peut être pas très bien qui étaient les insurgés, mais apparemment elle savait trop bien qui est Diawara pour se battre contre ceux qui voulaient le ramener lui et son régime corrompu.

Dans ce pays une petite minorité de gens dans l'entourage des dirigeants vit dans le luxe tapageur. Banjul est connue comme la ville des boîtes de nuit, des grands hôtels et des voitures américaines. Dans le même temps pour le reste de la population c'est l'enfer. Une centaine de milliers de paysans et leurs familles vivent dans la misère. Cette année leur est encore plus dure à cause de la sécheresse. Par exemple, la récolte d'arachides, habituellement de 140 000 tonnes, est tombée à 40 000 t. A cela s'ajoute une flambée des prix des produits importés, dont les produits alimentaires.

Selon le PAM (Programme Alimentaire Mondial), 84 000 agriculteurs ont un besoin vital d'aide financière ; c'est-à-dire la quasi-totalité des agriculteurs. Le gouvernement gambien a, pour sa part, déclaré "sinistrée" une zone comprenant 300 000 personnes sur un total de 500 000 que compte le pays.

Les dirigeants présentent tout cela comme une conséquence directe du coup d'Etat manqué, mais en réalité ils font là, eux-mêmes, un constat à retardement des causes des soulèvements.

C'est cet ordre social profondément injuste que les troupes sénégalaises sont allées sauvegarder en maintenant à tout prix au pouvoir Diawara qui en est le symbole. Ce dernier doit sa place uniquement au coup de main de son collègue Abdou Diouf. L'armée sénégalaise a rempli son rôle de gendarme dans cette région de l'Afrique.

.../...

Et c'est la population sénégalaise qui paie, en argent comme en hommes, pour que les milieux dirigeants sénégalais et, plus encore, l'impérialisme, principal bénéficiaire de l'ordre, puissent disposer de troupes de répression efficaces et rodées. Hier ces troupes ont sévi à Banjul, demain elles le feront à Dakar. Elles sont dressées pour.

En tous les cas, plus les dirigeants s'acharmeront plus ils montreront que derrière leur belle assurance il y a la frousse qu'ils ont d'être emportés par l'explosion de la société sur laquelle ils s'engraissent. Et ils ont raison d'avoir peur, car avec ou sans Abdou Diouf, les écrasés d'aujourd'hui finiront bien par prendre la revanche.

Pour les exploités du Sénégal, il n'y a qu'une seule attitude digne : l'hostilité absolue contre la présence de l'armée sénégalaise sur le sol gambien.

LA SENEGAMBIE NE POURRA SE FAIRE QUE CONTRE LES INTERETS DES BOURGEOIS GAMBIENS

Quelques jours après l'entrée des soldats sénégalais en Gambie, Diawara puis Diouf ont annoncé leur désir de promouvoir la fédération des deux Etats, qui porterait le nom historique de " Sénégambie ". L'intégration des forces de sécurité gambiennes et sénégalaises a été annoncée comme une amorce dans ce sens. Le conseil des ministres sénégalais a, pour sa part, décidé " l'accélération des études en cours " sur la confédération.

Cela fait longtemps que les dirigeants sénégalais convoitent la Gambie; sans grand succès jusqu'à maintenant car les autres dirigeants africains et surtout l'impérialisme considèrent les frontières coloniales comme intangibles. Cette fois-ci pour prix du sauvetage de Diawara, Abdou Diouf s'est fait accorder le droit de mettre en question les frontières, au moins sur le principe.

L'appareil d'Etat gambien semble être en pleine déconfiture. L'économie de ce pays ne semble pas être en mesure d'entretenir un appareil capable de faire face aux situations d'instabilité. Et puis il y a l'aberration de ce pays enclavé dans le Sénégal.

Dans ce cas, on peut se demander si Diouf et Diawara sont réellement en train d'aller vers la confédération; ou du moins si Abdou Diouf ne la prépare pas, l'autre étant bien obligé d'acquiescer bon gré mal gré puisqu'il ne tient en place que grâce aux troupes sénégalaises.

1) LA GAMBIE OU L'EX-COLONIE DE LA CACAHUETTE

Ex-colonie de la Grande-Bretagne, surnommée significativement " colonie de la cacahuette ", la Gambie est une bande de terre large de 32 Kms et longue de 321 Kms à l'intérieur du Sénégal et peuplée de 500 000 habitants essentiellement oulofs, peuhls, sarakolés et mandingues, c'est-à-dire les mêmes peuples qu'au Sénégal. La Gambie doit son existence à la volonté arbitraire des colonisateurs qui se sont appuyés principalement sur les Akus, hommes d'affaires d'origine sierra-léonaise.

Indépendante en 1965 la Gambie a continué à avoir comme chef d'Etat la Reine d'Angleterre jusqu'en 1970 .

L'Etat, c'est-à-dire d'abord les dignitaires et hommes d'affaires de l'entourage familial du président, vit des recettes d'exportation de l'arachide et de la contrebande. 3/4 des produits importés sont revendus clandestinement au Sénégal. En effet les tarifs douaniers sur les produits venant de l'extérieur sont moins élevés en Gambie qu'au Sénégal ; cela permet des bénéfices substantiels. C'est de leur place au sein de l'appareil d'Etat que les bourgeois gambiens - on devrait dire " contrebandiers " - tirent la possibilité de s'adonner à ce trafic .

2) LES PROBLEMES POSES PAR LA CONFEDERATION

=====

En Afrique, l'existence des Etats aux frontières étriquées est une aberration. Pour le cas du Sénégal et de la Gambie c'est encore plus flagrant. Très peu de choses distinguent les sénégalais des gambiens.

D'ailleurs, dès avant l'indépendance gambienne, des contacts avaient été pris pour discuter de la confédération. Ce fut un échec pour les causes dont nous avons parlé plus haut.

Aujourd'hui il existe des projets communs de construction de barrages et de ponts sur le fleuve Gambie. L'appareil d'Etat lui-même n'arrive à demeurer en place que grâce à l'aide militaire du Sénégal mais dans le même temps les riches gambiens doivent l'essentiel de leurs privilèges à la séparation des 2 pays.

Les journalistes du " Soleil " ont beau rappeler que selon le dictionnaire " toute confédération d'Etats souverains tend à se transformer progressivement en un véritable gouvernement " on n'en est encore qu'aux " études sur la confédération " .

Derrière le flon flon sur " l'intégration des forces de sécurité " il y a simplement que Diouf a mis à la disposition de son collègue quelques barbouzes sénégalais (des " tirailleurs " modernes en somme) pour assurer sa sécurité personnelle. Puis que de toute façon Diawara ne peut pas compter sur ses Field Forces... Plus qu'une volonté d'unification il y a là plutôt la preuve de déconfiture de l'Etat gambien.

Peut-être que pour le prix de son secours, le gouvernement de Diouf aura plus de poids dans la fixation des tarifs douaniers (pour les rapprocher de ceux du Sénégal), dans la surveillance des petits trafiquants aux frontières et dans les facilités accordées aux sénégalais pour traverser la Gambie.

Dans l'absolu, Diouf pourrait même - avec la permission de ses maîtres impérialistes - choisir de couper l'herbe sous les pieds des bourgeois gambiens au profit de ceux du Sénégal, mais force est de constater qu'il a pris le chemin inverse. Diouf a au contraire, par deux fois, tout fait pour maintenir en place Diawara qui est le chef de file de ceux qui vivent de l'existence des frontières . En faisant cela il risque de rencontrer la résistance du peuple gambien car on ne peut pas dicter sa volonté à tout un peuple.

En tant que socialistes nous pensons que l'existence des Etats aux frontières étriquées est une aberration. Nous pensons que l'avenir est dans une fédération des Etats en des ensembles plus vastes.

Mais ce n'est certainement pas ce que Diouf veut, lui qui ne voit pas d'autre solution que de s'imposer à toute une population à coup de baionnettes.

ø - ø - ø - ø - ø

LA POLYGAMIE

UNE INSTITUTION QUI CONSACRE L'OPPRESSION DE LA FEMME

Le journal ivoirien "Fraternité Matin" vient de rapporter un fait divers lié à la polygamie qui s'est produit à Gagnoa en Côte d'Ivoire. Une femme a tué sa coépouse à coup de machette.

Le mari, planteur, prétend ne pas savoir ce qui s'est passé, car, selon lui, il n'y avait pas de problèmes et les deux femmes s'entendaient très bien.

Un affrontement violent entre deux êtres humains, et qui se termine tragiquement, cela peut arriver pour une multitude de raisons bien sûr. Mais des conflits violents entre femmes à l'intérieur de ménages polygames, et dont certains se terminent tragiquement, cela arrive trop souvent pour que cela ne soit plus des faits divers mais un fait social.

Combien de suicides, combien d'affrontements tragiques traduisent la colère, le désespoir ou la révolte confuse des femmes contre une institution qui consacre leur oppression et le fait que la société traditionnelle les considère comme des êtres humains de seconde zone ? Des êtres humains à qui on demande rarement leur avis pour leur propre mariage, et à plus forte raison lorsque leur mari décide de prendre une coépouse.

L'oppression de la femme ne se manifeste évidemment pas seulement dans le mariage polygamique. Du mariage forcé à des pratiques de mutilation, en passant par cette vente et achat de femme que constitue le système de la dot, et, par dessus tout, les pratiques de la vie quotidienne, tout exprime l'oppression de la femme.

Les dirigeants de nos pays, même ceux qui se prétendent éclairés, comme avant eux les colonialistes, savent respecter les traditions, même les plus oppressives, même les plus rétrogrades, dès lors qu'elles ne sont pas gênantes pour leurs intérêts à eux.

Bien sûr nous savons qu'il s'agit de traditions profondément ancrées, et que beaucoup de travailleurs ou de paysans sont polygames, et que même ceux qui ne le sont pas, pensent que c'est normal, que c'est bien ainsi et que c'est une tradition à respecter. Et peut-être que la polygamie ne disparaîtra que lorsque la société elle-même sera profondément bouleversée.

Aujourd'hui, seules quelques femmes courageuses, en général des villes, osent s'opposer individuellement au mariage forcé et à la polygamie. Il n'est pas impossible qu'un jour cette opposition individuelle devienne une opposition collective. Mais de toute façon les travailleurs révolutionnaires doivent être solidaires de ces femmes. Et ils doivent, pour ce qui est de leur propre programme, s'opposer clairement à l'oppression des femmes et aux institutions qui les consacrent.

Accepter la polygamie c'est accepter l'oppression de la femme.

Evidemment, il y a des femmes riches et des femmes pauvres. Et celles qui, aujourd'hui, ont le plus la possibilité de se faire entendre ce sont encore les femmes des milieux aisés. Mais en combattant pour leur dignité elles combattent une oppression, et ce combat mérite la solidarité.

Mais le vrai changement ne viendra que de l'issue de la lutte des ouvriers et des paysans pauvres pour renverser l'ordre social existant ; lutte où les femmes pauvres ont leur place pleine et entière. Car c'est toute la société et son système qu'il faut changer, et mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, pour mettre fin à toutes les oppressions, plus particulièrement à celle de la femme.

COTE D' IVOIRE

LA "CONJONCTURE" POUR LES PAUVRES

ET

L'OPULENCE POUR LA MINORITE PRIVILEGIEE

Le mot "conjoncture" est devenu la formule magique pour justifier tous les problèmes qui se posent aux populations pauvres ivoiriennes. Une usine licencie-t-elle du personnel ? C'est à cause de la conjoncture. Y a-t-il une pénurie de riz ? La conjoncture en est la seule responsable. La conjoncture, pour les autorités ivoiriennes, c'est bien sûr la crise économique qui frappe l'ensemble du monde capitaliste.

Mais la "conjoncture", comme diraient les dirigeants, n'a pas le même effet sur tout le monde. D'un côté il y a ceux qui vivent dans l'opulence, de l'autre il y a ceux qui vivent dans la hantise de la faim. Ce sont les plus nombreux. Ils vivent dans les quartiers les plus pauvres. Des quartiers dont les rues sont gorgées d'eau stagnante et de boue douze mois sur douze.

Pour la plupart ce sont des ouvriers, manœuvres, petits employés dont le salaire suffit à peine à payer le loyer et la nourriture. Et encore faudrait-il qu'ils aient un emploi. Car la plupart du temps, ce sont eux qui se retrouvent au chômage. Un chômage qui atteint des proportions exorbitantes.

Le régime n'ose pas publier de chiffres, tellement la situation de l'emploi est catastrophique. Le matin, aux environs du port d'Abidjan, devant les usines et les entreprises en activité, c'est une foule compacte de chômeurs qui attendent dans l'espoir d'être embauchés. Mais la seule réponse que l'on peut avoir est marquée sur des panneaux, devant les grilles d'entrée des usines : "PAS D'EMBAUCHE".

La seule solution qui reste à ces milliers de gens sans emploi, c'est la "démarche individuelle". Ainsi peut-on trouver dans les rues de Treichville, à Abidjan, ou au Plateau, des centaines de jeunes vendant les objets les plus divers. Pour eux la contrebande est devenue la seule échappatoire.

De temps en temps, à la radio ou à la télévision ivoirienne, l'on entend les autorités menacer les "contrebandiers" ou les fonctionnaires qui se feraient leurs "complices". Menaces d'autant plus hypocrites que ceux-là mêmes qui s'élèvent contre les "contrebandiers" sont leurs protecteurs. En effet à Abidjan, nul ne peut vendre de la marchandise provenant frauduleusement du port sans avoir un protecteur haut placé.

D'ailleurs les populations ivoiriennes ne se font plus d'illusions quant au rôle exact des dignitaires du régime. L'exemple de la commercialisation du riz est significatif à cet égard.

Jusqu'à ces derniers temps le riz, aliment de base, manquait sur le marché. Une poignée de gros commerçants "protégés" en détenait le monopole de la vente. Alors ceux-là fixaient des prix comme ils voulaient. Pourtant le pays produit du riz, et même en importe. Le prix du riz local pouvait varier de 160 F à 250 F CFA le kg, selon les quartiers.

Devant le scandale, le gouvernement a dû intervenir. Le monopole des gros commerçants a été supprimé et le prix du riz local a été fixé officiellement à 110 F CFA le kg. Mais même cela ne convainc pas les populations.

Dans une enquête publiée par "Fraternité Matin", le journal gouvernemental (1/09) on pouvait lire par exemple que aussi bien les ménagères que les commerçants ne croient pas en l'efficacité de ces mesures. C'est tout dire. Car ceux-là mêmes qui font les décrets sont les premiers à les contourner au profit de leurs maîtresses et "protégés" qui eux peuvent continuer à vendre plus cher. La situation est si catastrophique dans le

pays que même les planteurs, les plus fidèles soutiens au régime Houphouët commencent à critiquer l'action gouvernementale.

Alors, les privilégiés qui vivent dans l'opulence dans les beaux quartiers de Coudy, La Riviera, Les Deux Plateaux et autres paradis pour gens riches, ont toutes les raisons de craindre une explosion de colère chez les pauvres.

Devant les risques d'un tel coup de colère des pauvres et des chômeurs, le régime multiplie les promesses et les déclarations aussi creuses les unes que les autres. La dernière trouvaille d'Houphouët a été de déclarer, durant le mois d'août, que la crise étant un phénomène général dans le monde entier, il ne fallait pas s'inquiéter, car la fin de la conjoncture était proche.

Bien sûr, la crise économique n'est pas un phénomène particulier à la Côte d'Ivoire. Mais ce qui est révoltant, c'est que des ministres, des hauts fonctionnaires et leurs amis gros commerçants en profitent, tout en prêchant la patience aux pauvres. Ce qui est révoltant, c'est que dans une société, une minorité vole impunément et exploite, alors que des milliers de gens vivent dans la misère, qu'il y ait "conjoncture" ou pas.

la santé au Mali : IL FAUT ETRE RICHE POUR SE FAIRE SOIGNER

Le fonctionnement de certains hôpitaux au Mali est vraiment déplorable. Par exemple l'hôpital populaire du "Point G" de Bamako est dépourvu des médicaments les plus élémentaires tels que la nivaquine ou l'aspirine. La plupart du temps, les médecins ne délivrent que des ordonnances aux malades dont la majorité n'a pas les moyens financiers pour se procurer des médicaments.

Mais même ceux qui ont les moyens ne peuvent pas acheter grand chose car les pharmacies sont aux 3/4 vides. Pourtant tous les mois des caisses remplies de médicaments offerts par des organismes internationaux arrivent à l'aéroport de Bamako-Sénou; mais personne ne connaît la destination qu'elles prennent par la suite.

L'électricité qui alimente le "Point G" peut être coupé à tout moment. Normalement un groupe électrogène doit fonctionner dans ce cas; mais il manque souvent d'essence et parfois en pleine opération chirurgicale. Il n'est pas rare de voir un riche commerçant ou dignitaire de régime acheter lui-même de l'essence pour l'opération d'un membre de sa famille.

Ce qui révolte quelquefois à la maternité, c'est l'accueil réservé à certaines femmes pauvres. Celles-ci sont laissées à leur sort. Il arrive que des accoucheuses corrompues ne s'occupent que de celles qui peuvent leur donner de l'argent.

Au Mali, même pour les soins les plus élémentaires, il faut avoir de l'argent.

6 1% 0% 0% 1 1

TCHAD

LES SOLDATS SE REVOLVENT CONTRE LEURS CHEFS

Des révoltes de soldats ont éclaté ces derniers temps dans les villes de Moundou, Sarh et Doba, situées au Sud du Tchad. Les soldats mécontents qui n'avaient pas perçu leur solde depuis plusieurs mois, ont occupé toutes les trésoreries, séquestré certains chefs militaires, dont Kamougué, et emprisonné plusieurs membres du Comité Permanent, instance qui dirige les affaires publiques du Sud.

Alors que les soldats du rang vivent dans la misère, leurs chefs vivent dans un luxe insolent. Dès leur retour au Sud ces chefs et certains membres du Comité se lancent dans le commerce avec l'argent des fonds publics. Ils investissent dans les stations d'essence, ouvrent des pharmacies privées, achètent des camions ou utilisent ceux de la Mairie de leur localité pour des transports ; certains ouvrent des bars, des boîtes de nuit, gérés par une tierce personne.

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que les soldats manifestent un peu violemment leur colère. Déjà le 11 avril 1981 les soldats avaient mis en garde leurs chefs et les membres du Comité Permanent. Voici ce qu'a déclaré un délégué des éléments mécontents des Forces Unifiées de la garnison de Gendarmerie de Moundou : "Depuis les événements du 12 février 1979, il a manqué purement et simplement le sens humanitaire à nos chefs ; et quand bien même que nous faisons fi de cela pour les amener à réfléchir, ils persistent dans leur mauvaise manière de faire (...). Aujourd'hui, constatant cet abus continuel, nous avons décidé de manifester jusqu'à ce qu'il y ait gain de cause car, militaires que nous sommes, nous savons et comprenons tout ce qui se passe à caractère d'argent : 3 ou 4 personnes seulement se plaisent à l'opulence, aux abus en vidant tout le trésor et tout cela au nom des troupes".

Le porte parole des soldats s'en prit aussi aux membres du Comité Permanent : "Vous êtes des incapables, des irresponsables, y compris vos préfets car, vous n'êtes même pas en mesure de conseiller le Colonel Kamougué d'arrêter les prélèvements anarchiques dans les trésors de Sahr, Moundou, Doba, Lai". Et le délégué termina sa mise en garde en ces termes : "Nous lançons vivement appel à nos frères civils de garder les bureaux fermés (trésoreries) jusqu'à gain de cause à nos revendications. Le non respect de ces mesures entraînerait inéluctablement des incidents graves."

Les chefs et membres du Comité Permanent n'avaient pas tenu compte des revendications des soldats. Ceux-ci sont passés à l'action.

Pour le moment on ne sait pas encore le sort réservé aux personnes arrêtées, ni la suite du mouvement de révolte. Mais les soldats ont bien raison de se révolter contre leurs chefs.

Mais les soldats ne sont pas les seuls à être victimes de cette situation. Il y a aussi le petit peuple de travailleurs et paysans pauvres qui est quotidiennement rançonné pour permettre à quelques militaires de haut rang de dépenser sans compter au milieu de la misère.

o o o o o

o o o

CENTRAFRIQUE UN VALET MILITAIRE REPLACE UN VALET CIVIL

Il y a trois semaines, le général Kolingba a obligé le président David Dacko à quitter le pouvoir. C'est donc le deuxième coup d'Etat qui soit intervenu en deux ans dans ce pays. En effet c'est à la suite du précédent coup d'Etat en septembre 1979 contre le sanguinaire Bokassa que Dacko est monté au pouvoir.

Celui-ci n'avait aucune crédibilité, d'abord parce qu'il avait déjà été dictateur de 1960 à 1965, ensuite parce qu'il a été ouvertement installé comme valet au pouvoir par Giscard. Ainsi, à l'élection présidentielle de mars 1981, malgré un appui important de l'appareil administratif et le trucage des bulletins de vote, il a obtenu à peine plus de 50 % des voix. Ces résultats insuffisants ont montré aussi qu'une bonne partie des populations était mécontente de cet ancien conseiller de Bokassa.

Le pays est au bord d'un chaos économique malgré les ressources naturelles importantes telles que le diamant. Les caisses de l'Etat sont vides. Les soldes ne peuvent plus être touchées. Pour le paysan la misère est sans cesse accrue. Dans une telle situation, il n'est pas étonnant qu'on ait assisté ces derniers temps à une agitation politique parfois violente. Un attentat a eu lieu le 14 juillet. Dacko s'est dépêché de proclamer l'état de siège en faisant intervenir l'armée.

Un mois plus tard, c'est contre lui que l'armée intervient. Il devait s'y attendre puisqu'il se plaignait bien avant : "à trois reprises on a envisagé de me remplacer. On m'a imposé des conseillers qui étaient de vrais tuteurs". Maintenant son "remplacement" est chose faite. Et il a tenu à préciser qu'il s'agissait bien d'un coup d'Etat. Personne n'en doute. Dans un pays où il y a 1000 soldats français (l'armée centrafricaine compte 2 000 soldats !) qui contrôlent tout, le départ de Dacko est inconcevable sans un accord ou une complicité du gouvernement français avec les militaires maintenant au pouvoir.

Dès le retour de Dacko au pouvoir, l'impérialisme français lui a fait jouer au démocrate pour faire oublier qu'il l'avait ramené dans les soutes à bagages d'un avion militaire français. Mais il n'a pas tardé à devenir inutile pour l'impérialisme français. C'est pourquoi celui-ci a permis au premier galonné venu de prendre le pouvoir et de revenir à cette vieille recette qu'est la dictature militaire.

PMA l'étiquette ne change
pas le produit

Désormais les pays les plus pauvres s'appelleront PMA (Pays les Moins Avancés). C'est ainsi que l'ont souhaité nos dirigeants réunis lors de leur dernière conférence à Paris.

Le terme de "pays en voie de développement" est qualifié de trop "optimiste" par ces gens. Ils feignent de s'apercevoir que cela fait vingt ans qu'on les appelle "pays en voie de développement" alors qu'on ne voit même pas encore le bout du tunnel, et que la pauvreté ne fait que s'accroître dans ces pays.

Le terme de "pays sous-développés" ou "arriérés" est semble-t-il péjoratif et méprisant. Alors avec la nouvelle appellation "PMA" tout le monde est satisfait ; et nos dirigeants africains et les dirigeants des pays impérialistes qui pensent ainsi cacher leurs responsabilités et leur mépris à l'égard des pays dominés. Belle trouvaille !

L'étiquette a changé mais le produit ? Qu'on remplace le terme "pauvre" par celui de "moins riche" ou le terme "maladie" par "mauvaise santé", ces hypocrites y trouvent une différence.

Peut-être que dans vingt ans nos chefs d'Etats diront que le terme "PMA" est aussi impropre que celui de "en voie de développement" car ils s'apercevront que non seulement leurs pays "n'avancent" pas mais au contraire reculent. Alors ils vont peut-être les appeler autrement.

Mais cela est une autre histoire. Car d'ici à ce qu'ils s'en aperçoivent on peut espérer que les travailleurs et les paysans pauvres (ceux-là qui sont les premières victimes du sous-développement) en auront décidé autrement. Cette fois-ci pas pour changer d'étiquette mais pour renverser l'ordre des choses en prenant en main leur propre destinée, en balayant tous ces dictateurs et ces politiciens bourgeois qui prétendent parler de la misère alors qu'ils en sont les bénéficiaires, et en détruisant ce système capitaliste qui est le vrai responsable de la misère.

== == = = == ==

IMMIGRATION situation régularisée mais pas pour la majorité des clandestins

—————

Le gouvernement de Mitterrand a décidé de régulariser la situation des travailleurs immigrés qui vivent en clandestinité. Déjà des milliers de travailleurs se sont présentés aux préfectures pour déposer leur demande de carte de séjour.

Cette mesure a suscité un soulagement parmi les immigrés. C'est une bonne chose que de nombreux travailleurs parmi nous ne soient pas obligés de vivre en cachette continuellement. Les clandestins étaient contraints d'éviter de passer dans les quartiers, les rues où le contrôle policier est fréquent. Pour aller au travail, ils étaient obligés d'éviter les métros et là où il y a des flics dans les correspondances. Souvent ils prenaient de longs trajets de bus, et même il y en a qui prenaient le taxi, toujours pour éviter les contrôles policiers.

On ne peut être que satisfait de l'arrêt momentané de telles hantises. Est-ce pour autant que tous les problèmes sont résolus pour les travailleurs immigrés clandestins? Dans l'immédiat le gouvernement a décidé d'accorder les cartes de séjour aux travailleurs qui sont venus avant le 1^{er} janvier 1981 et qui ont un contrat de travail d'un an. Pour les autres, c'est-à-dire pour ceux qui sont venus après le 1^{er} janvier 1981, et ceux qui n'ont pas un contrat de travail d'un an, on leur accorde une carte de séjour provisoire de 3 mois sans la mention "salarie". Rien n'est réglé pour ceux-là.

Il se trouve que la majorité d'entre eux travaillent en intérim et ne peuvent avoir de contrat d'un an. Il y a bien d'autres aussi qui travaillent sans être déclarés par leurs patrons. Si le gouvernement a décidé qu'ils ne seront pas poursuivis, ces patrons préfèrent licencier au lieu de déclarer ces ouvriers et leur donner des contrats de travail. Ainsi le cas de ces deux catégories de travailleurs est loin d'être réglé.

C'est pourquoi, si cette nouvelle mesure a été accueillie avec joie par la plupart d'entre nous, bien d'autres se sont présentés à la préfecture avec beaucoup d'hésitation et de réticence. D'après les autorités, il paraîtrait que la majorité des clandestins ne se sont pas présentés à la préfecture. Et cela n'est pas étonnant parce que les travailleurs n'ont pas confiance aux autorités. Certains, parmi eux, risquent d'être expulsés s'ils ne trouvent pas un travail avec un contrat d'un an. Surtout en cette période de crise il est difficile de trouver un emploi dans de telles conditions. Ces travailleurs risquent à nouveau de se retrouver dans la même situation qu'avant : être obligés de vivre clandestinement.

Maintenant, pour que notre situation ait des chances d'être réglée cela dépend de notre capacité à nous travailleurs immigrés, de lutter pour améliorer notre sort. Dans notre lutte nous devons chercher le soutien actif des travailleurs français. Ce n'est que par la lutte commune des travailleurs français et immigrés que les patrons et le gouvernement céderont...

IRAN une répression féroce

La répression en Iran est devenue de plus en plus féroce. Les exécutions sommaires d'opposants ou de ceux qu'on appelle les "ennemis de l'Islam" sont quasi-quotidiennes. Rien que pendant les 2 jours du 17 et du 18 septembre plus de 180 personnes ont été passées par les armes.

Face à cette répression l'opposition se manifeste par des attentats de plus en plus nombreux et spectaculaires, dont certains ont décapité la tête - même de l'appareil d'Etat et du parti Républicain Islamique (le parti de Khomeiny).

La plupart de ces attentats sont revendiqués -ouvertement ou implicitement- par les "Moudjahidins du Peuple" qui, depuis la destitution de Bani Sadr, ont officiellement pactisé avec ce dernier. Ils se réclament, comme Khomeiny, de l'Islam, mais après l'avoir longtemps soutenu sans aucune réserve ils lui reprochent l'absence de libertés démocratiques.

Les partisans de Chapour Bakhtiar se manifestent eux-aussi par des attentats et des actions de commandos. Ils veulent le retour à gouvernement monarchique.

Il est difficile d'affirmer que ces opposants ont une réelle base populaire. On ne peut pas douter qu'ils bénéficient d'un certain appui dans l'appareil d'Etat lui-même. Sinon, sans un appui des éléments militaires, comment Bani Sadr et le chef des Moudjahidins auraient-ils pu prendre un avion militaire iranien pour s'enfuir ?

Il est aussi difficile de croire que sans ces appuis les attentats auraient pu atteindre tant de responsables haut placés du régime, pourtant protégés par un corps de gardes.

Face à cette opposition qui se fait de plus en plus menaçante le régime de Khomeiny se montre de plus en plus impitoyable. Jusqu'à présent la grande majorité de la population iranienne -tout au moins celle de Téhéran- semble plutôt solidaire du régime. La grande manifestation qui a suivi l'assassinat du président Rajai l'a encore montré. Mais il n'est pas dit que cette répression sauvage ne va pas finir par exaspérer la population ; car ce ne sont pas seulement les opposants qui sont exécutés mais tous ceux qui ne se conforment pas aux règles féodales de l'Islam .

La presse bourgeoise des pays occidentaux, en général si hostile à l'égard du terrorisme, est plutôt compatissante à l'égard des attentats dirigés contre le régime en place alors qu'elle dénonce hypocritement les exécutions d'opposants. Quand le Shah massacrait ses opposants, cette même presse était plutôt muette. Cela seul suffit pour juger la position de l'impérialisme à l'égard du régime de Khomeiny.

Ce que l'impérialisme lui reproche ce n'est pas sa dictature, ni une menace sur l'ordre capitaliste -car le capitalisme règne toujours en Iran-. Ce qui le dérange c'est que Khomeiny, tout réactionnaire qu'il soit, ait osé, avec l'appui de la population, remettre en cause la volonté de l'impérialisme en Iran.

Le drame dans la situation d'aujourd'hui, c'est que la classe ouvrière, même si elle fournit des hommes aux deux camps en présence, n'a jamais participé en tant que telle aux événements qui se sont déroulés en Iran.

Il y a d'un côté Khomeiny qui, tout en incarnant une certaine volonté de résistance à l'impérialisme, incarne aussi une politique réactionnaire. De l'autre côté il y a des hommes, y compris les Moudjahidins alignés derrière Bani Sadr, qui ne valent pas mieux. Tant qu'il ne reste en présence que ces camps-là, il ne peut rien sortir de bon de ces affrontements pour les populations laborieuses.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.